

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 640 mardi 8 décembre 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

LE 8 décembre est la fête de l'Immaculée Conception. La Vierge, en considération par avance des fruits de la passion du Sauveur auquel elle allait donner naissance, fut épargnée, dès sa conception, du péché originel.

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS
LIBREMENT ET SANS MODERATION**

EDITO

LES ORGANISMES PUBLICS SONT IMMORTELS

Nous allons parler des organismes publics pour rappeler qu'ils sont immortels et ne meurent jamais.

Nous le ferons à l'aide du rapport de la Cour des Comptes qui traite des l'agence de financement des infrastructures de transport de France ou AFITF, laquelle était moribonde et que de bonnes fées s'emploient à ressusciter.

Pour ne pas faire siffler les oreilles de nos lecteurs par un nouveau sigle à apprendre nous parlerons simplement de « l'agence ». Ce petit monstre qui manipule des sommes immenses de l'ordre des milliards d'euros est un établissement public de l'État créé à la suite d'une

décision du comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire du 18 décembre 2003. Il est chargé d'apporter la part de l'État dans le financement des opérations d'infrastructures de transport, à partir des dividendes versés par les sociétés publiques d'autoroutes, de certaines taxes ou redevances, d'éventuels concours budgétaires et d'un recours à l'emprunt.

Le champ d'intervention de l'agence s'est accru au point qu'elle en est venue à financer l'ensemble des interventions de l'État dans les infrastructures de transport, non seulement ferroviaires, fluviales, maritimes et portuaires, mais aussi dans les transports collectifs urbains et les investissements routiers.

Il se trouve que si, à l'origine, des recettes récurrentes devaient couvrir ses dépenses, ce n'est plus le cas aujourd'hui. En effet sa ressource principale était, au départ, les dividendes des sociétés d'autoroutes ainsi qu'une partie du produit des amendes pour excès de vitesse et une dotation provenant des recettes de la privatisation de ces sociétés d'autoroutes. Ces ressources ayant disparu et représentant à peu près la moitié des dépenses de l'agence, il se trouve que son budget est déséquilibré. De ce fait, il est prévu une subvention du budget général.

Le rapport indique que l'agence est un organisme transparent « mais sans valeur réelle ajoutée ». Son seul travail est d'établir des conventions extraordinairement complexes qui sont au nombre de 180 pour l'exercice de 2008. Ces conventions sont conclues avec les maîtres d'ouvrage responsables de la mise en œuvre des projets d'infrastructures ou avec l'État.

La Cour avoue sa « surprise ». En effet ces conventions aboutissent à ce que 65 % des ressources de l'agence proviennent d'une subvention inscrite au budget général de l'État et retournent sous forme de versement de fonds de concours.

L'appel à l'emprunt était prévu lors de la création de l'agence. Cette possibilité n'a pas été utilisée, car probablement elle emprunterait à des taux plus élevés que l'État peut le faire.

La Cour mentionne que « les enjeux financiers sont considérables, particulièrement dans une période où prospèrent des projets d'infrastructure d'un coût très élevé (plusieurs dizaines de milliards parfois) et « d'une rentabilité socio-économique parfois très incertaine ». J'ai montré dans plusieurs documents et plusieurs analyses que les projets de futurs TGV, par exemple, étaient ruineux pour l'économie française.

Pour montrer le peu d'activité de l'agence, la Cour mentionne que son conseil d'administration comporte 12 personnes et que « dans la quasi-totalité des cas il accepte les projets de conventions qui lui sont soumis sans se prononcer sur l'opportunité économique de chaque opération ». Très souvent, dans ces chroniques, nous apercevons des organismes importants dont les conseils d'administration dorment du sommeil du juste tout en touchant des avantages divers.

A quoi sert donc cette agence ? La Cour laisse bien l'entendre qu'elle ne sert à rien et enfonce le clou : « En fait, l'agence n'a pas cherché à pallier par ses débats le manque

persistant d'évaluation sérieuse, publique et contradictoire des projets d'investissement avant leur lancement ». Bien que cette remarque ne concerne pas l'agence en particulier mais les ministères intéressés, elle est fort sévère pour le peu de sérieux des ces ministères.

La Cour mentionne aussi que l'existence de l'agence est « un manquement au principe de l'universalité budgétaire ». Il est de règle en effet que dans le budget de l'État les ressources ne sont pas affectées à telle ou telle dépense. C'est ce qui garantit et l'existence d'un véritable choix de politique lors de chaque budget.

Il est énoncé trois réponses aux remarques de la Cour. Le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire se prononce franchement pour le maintien de l'agence sur la base d'un certain nombre d'arguments. L'un de ces arguments est intéressant car il annonce que l'on va s'organiser pour donner à l'agence des recettes pérennes en vue justement de la maintenir à flot. La réponse du ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique opine dans le même sens et il ne faut pas s'étonner que le président du conseil d'administration de l'agence rajoute ses propres arguments pour sauver sa propre raison d'être.

Il est utile de conclure en énonçant plusieurs remarques.

Une fois de plus, il y a lieu de constater le désordre incroyable des comptes étatiques où personne ne s'y retrouve jamais. Il n'est pas possible de comprendre les quelques pages de ce chapitre correspondant du rapport de la Cour sans se faire un petit schéma pour savoir où va l'argent, d'où il arrive et où il revient.

Ce chaos des comptes étatiques n'est pas un effet du hasard il est le simple résultat de l'immense obésité de l'Etat quasi socialiste que nous subissons et qui finira bien un jour par éclater sous son propre poids.

Au passage nous remarquons l'intitulé de ces ministères qui mélange des points importants avec de véritables chimères comme : « le développement durable et l'aménagement du territoire »

L'agence manipule des milliards d'euros. Or, nulle part, il n'est fait état du statut, de la rémunération du président, ni non plus du coût du fonctionnement de l'organisme. Il est bien question à toutes les lignes du rapport du double emploi qu'elle fait avec les services des ministères correspondants.

Enfin, et pour cause, personne n'évoque un point fondamental dans le désastre français que je suis, peut-être, le seul à signaler. L'obésité de l'État conduit à des coûts fabuleux qu'il est possible de chiffrer plus ou moins ; aux chiffres officiels qui, d'ailleurs, ne sont que rarement cités, il faut pratiquer des ajoutes impossibles à évaluer : les dépenses inutiles touchent un personnel en général de grande qualité qui rendrait d'immenses services ailleurs que dans les services de l'État et créerait de la vraie richesse. Les administrateurs en sommeil comptent dans la liste !

Les organismes publics immortels conduisent ainsi à la double ruine.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

UN NOUVEL IMPOT

Il n'est pas possible d'échapper au déchaînement fiscal du président qui sans cesse installe de nouveaux impôts dans le paysage.

Tel est le cas de la taxe sur les imprimés papiers ; seules les entreprises la paieront et naturellement pas du tout les administrations.

Elle sera prélevée sur la base de 35 € par tonne d'imprimés papiers ;

bien entendu cela va s'opérer par un texte extraordinairement compliqué à comprendre parce que les sociétés visées devront faire des évaluations extrêmement complexes et probablement impossibles à faire exactement sur le nombre de tonnes de papier imprimé qu'elles consomment dans l'année.

L'imagination étant au pouvoir le système comporte un point très particulier. Si les entreprises veulent y échapper elles peuvent allouer des espaces publicitaires dans des panneaux ou dans des journaux en vue de promouvoir des messages environnementaux.

C'est la taxe payée en nature en quelque sorte. La marge d'incertitude est totale : que signifie un « message environnemental »

FISCALITE DES REGIONS.

Le président s'attaque à la fiscalité des régions et il les accuse de folie fiscale. Il passe sous silence le fait que lui-même a augmenté de façon marquante la fiscalité en France et que, si les régions effectivement augmentent leurs impôts, c'est en grande partie par un effet indirect de sa propre action.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent que leurs auteurs)

MINARETS

57,5% des Suisses ont librement voté contre les minarets sur leur sol.

Malgré les énormes pressions exercées sur eux à tous les niveaux.

"Minarets - Défaite des islamo-collaborationnistes"

<http://www.monde-info.blogspot.com>

Minarets - Défaite des islamo-collaborationnistes

Michel Garroté, 30 novembre 2009 - 13 Kislev 5770

Or donc, 57,5% des Suisses ne veulent pas de minarets chez eux. Ils l'ont démocratiquement confirmé hier dimanche 29 novembre 2009.

Il se trouve que récemment, en Espagne, le parti socialiste a « demandé pardon » (???) pour l'expulsion des Morisques au XVIIe siècle. En effet, le groupe parlementaire socialiste espagnol a déposé un texte en faveur de « la reconnaissance institutionnelle de l'injustice commise à l'encontre des Morisques expulsés d'Espagne ». Les socialistes espagnols ont exhorté leur gouvernement à

« entreprendre toutes les actions qu'il juge nécessaires pour établir et renforcer les liens économiques, sociaux et culturels avec les populations du Maghreb et d'Afrique Subsaharienne descendantes des Morisques expulsés du territoire espagnol au XVIIe siècle ».

Il a fallu plusieurs siècles aux chrétiens espagnols pour mettre fin à l'occupation islamo-mauresque. Mais le parti aujourd'hui au pouvoir en Espagne « demande pardon ». Sans commentaires.

Il se trouve - toujours sur le même sujet - que l'actuel Premier ministre turc, issu du parti islamique « modéré » (mdr) avait, quant à lui, déclaré de façon explicite :

« Les mosquées sont nos casernes, les citoyens nos soldats, les coupoles nos casques,

les minarets nos baïonnettes ».

Il se trouve que le mouvement des baïonnettes a permis aux Turcs de génocider, en 1920, près de deux millions de chrétiens.

J'ai déjà écrit de nombreuses fois, au nom de la légitime réciprocité, que nous accepterons les minarets chez nous en Europe lorsque nous pourrons construire et reconstruire nos églises et nos synagogues et pratiquer librement notre foi juive et chrétienne en terre dite d'islam, par exemple en Turquie et en Arabie saoudite.

Il se trouve qu'il y a une grande mosquée à Rome, mais plus d'églises et plus de synagogues ou presque en terre dite d'islam y compris en Turquie, futur Etat-membre de l'Union européenne.

Il se trouve que la « tour » de la grande mosquée de Paris atteint 30 mètres, celle de Créteil, 25 mètres. À Strasbourg, pas de minaret faute de moyens. Toutefois, « si la communauté (ndmg mahométane) le souhaite, elle aura son minaret », a déclaré fin novembre, bienveillant et rassurant, Roland Ries, le député-maire socialiste de cette ville. La future grande mosquée de Marseille, elle, aura son minaret.

Il se trouve que dans la culture mahométane, le monde est divisé en Dar al-Islam, Maison de la paix, Terre d'islam ; et Dar al-Harb, maison de la guerre, terre d'infidèles.

Il se trouve que dans la culture mahométane les cinq appels quotidiens à la prière sont notamment effectués pour que la terre où ils ont cours soit Dar al-Islam, Maison de la paix, Terre d'islam. Les minarets et les cinq appels à la prière quotidiens - je l'ai déjà écrit plusieurs fois - sont le signe concret que le Dar al-Harb, maison de la guerre, terre d'infidèles, devient Dar al-Islam, Maison de la paix, Terre d'islam.

Il se trouve qu'il y a actuellement ingérence de certains musulmans de France dans les affaires intérieures de la Confédération helvétique, concrètement sur le vote suisse contre les minarets. En effet, du côté de la grande mosquée de Lyon, on critique le résultat du vote suisse :

« Il s'agit d'un vote d'intolérance, tournant le dos aux bases juridiques les plus constantes qui, à travers le monde, garantissent la liberté de religion. J'appelle à une réaction de tous les musulmans, des fidèles de toutes les religions, et de tous les démocrates, au niveau européen, pour s'opposer à ce que ce vote, contraire aux fondements du droit, devienne une loi ».

Les Suisses prendront acte de cette critique, qui est aussi une menace, et qui, pour comble, se garde bien de mentionner l'intolérance - et la persécution - des non musulmans en terre dite d'islam.

Il se trouve, à ce propos, que dans une récente déclaration, le Cardinal Tauran a rappelé ceci :

« Aucun signal positif de la part de l'Arabie Saoudite n'a été donné en ce qui concerne la possibilité d'obtenir un local pour la célébration de la messe dominicale ».

Il ne s'agit même pas d'obtenir une église, mais un simple local, pour les milliers et les milliers de Philippins et d'expatriés occidentaux.

Il se trouve que le politiquement correct a été jusqu'à truquer les sondages avec 20,5% d'écart (!!!) entre les prévisions et le vote suisse sur les minarets. Une semaine avant le vote, les sondages donnaient le non aux minarets à 37%. Le vote, lui, a donné 57,5% de non aux minarets.

Le journaliste algérien en exil Mohamed-Cherif Bouhouia, spécialiste de l'islam, qui était resté quelques temps à Genève, avait dit, à son confrère suisse Vincent Pellegrini, qu'il avait trouvé - dans les mosquées de Genève et dans les associations - l'islam radical et le double langage. Mohamed-Cherif Bouhouia avait averti Pellegrini : « Dans dix ans, en Suisse, vous aurez de gros problèmes ».

Les gros problèmes, 57,5% des Suisses en sont visiblement conscients. Hier dimanche 30 novembre 2009, les islamo-collaborationnistes ont essuyé une terrible défaite. Quelque chose me dit qu'ils ne vont pas s'avouer vaincus. De la part des islamistes et de la part des islamo-collaborationnistes, les Suisses doivent s'attendre à des représailles. Du reste, elles ont déjà commencé.

de Michel Garoté transmis par François Guillaumat

RECHAUFFEMENT

1^{er} décembre 2009

La grande peur suscitée par l'hypothétique réchauffement de la planète, est entretenue *quotidiennement*, voire de façon totalitaire, par les gouvernements occidentaux.

Ce leurre permet, en effet, de masquer des dangers qui *eux* sont certains, au premier rang desquels le conflit des civilisations et la disposition par des déments de l'arme nucléaire. Ainsi, pour ces gouvernements, « *un feu dévore un autre feu* » (1).

M. Allègre, dans un article lumineux (2), rappelle :

1°) que nous n'avons aucune certitude de la responsabilité humaine dans ce phénomène,

2°) que, si tel était le cas, il existe des mesures de bon sens accompagnant le civisme, pour le limiter et pour préserver nos ressources en énergie,

3°) qu'il n'est pas question de laisser ce risque freiner notre développement économique et nous conduire au déclin.

Or, en définitive, ce qui nous est proposé est l'équivalent « d'un pari stupide ».

A un prix exorbitant (car il faudra payer aussi pour les dictateurs de pays en voie de développement, sans être assurés de la destination de nos dons), la septième génération pourrait - mais rien n'est moins sûr - vivre dans un monde plus propre. En revanche, il est certain que les hommes seront plus nombreux, plus pauvres, que notre civilisation aura disparue pour rejoindre, dans les manuels d'histoire, celles d'Athènes et de Rome, qu'il ne fera pas bon vivre dans ce monde plus dangereux, plus intolérant, plus barbare, soumis à la peur des exactions et du terrorisme, ainsi qu'à la hantise des petites et des grandes guerres nucléaires.

- 1- Titre d'un livre d'Hervé Bazin. Editions du Seuil, 1978.
- 2- « *L'écologie des verts, c'est la philosophie du déclin* ». Le Figaro Magazine du 29 novembre 2009
- 3- Albert Camus, 10 décembre 1957, discours de Stockholm. In Malka Marcovich : « *Les nations désunies* ». Editions Jacob-Duvernet, 2008, p 165.

GABRIEL LEVY

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 7 DECEMBRE 2009

EUROPE : LES CALAMITES

La dernière nouvelle concernant l'Europe est la nomination du Président de cet organisme, Herman Van Rompuy, et celle de la Britannique en qualité de chef de la diplomatie des 27. Les médias présentent, avec mépris, l'heureux Président comme une personnalité sans consistance alors qu'il va certainement se révéler, sans que l'on sache à l'avance si ce sera pour le meilleur ou pour le pire.

Le plus significatif est que l'Europe actuellement a en réalité deux Présidents. Outre le Belge qui vient d'être nommé, il y a le Président tournant tous les six mois : aujourd'hui Stockholm, demain Madrid puis, au premier juillet 2010, Bruxelles. Il faut compter en plus le Président de la commission, aujourd'hui Barroso, solidement accroché à son pouvoir et vrai maître de la manœuvre.

Cela va poser des problèmes de protocole plutôt réjouissants : faudra-t-il élargir toutes les portes pour que les trois Présidents puissent passer ensemble dans la porte sans se faire des croches-pieds ? Comment fera-t-on dans les fêtes multiples qui vont avoir lieu avec notre propre argent et qui devra ou pourra présider la table ?

Au-delà du protocole, il y aura des batailles mémorables pour que chacun marque son territoire et obtienne sa part de butin personnel dans les immenses quantités d'argent prélevées par la force sur tout le continent.

C'est le moment d'analyser froidement et objectivement ce qu'est devenue l'Europe.

D'abord il est clair que, malgré les apparences de liberté qu'elle se donne, l'Europe est une

organisation qui repose sur l'étatisme et l'interventionnisme, c'est-à-dire, en fait, le socialisme, terme qui rassemble tous les ennemis de la liberté. A ce titre, elle est dictatoriale, tout socialisme étant par nature totalitaire ; certes les eurocrates rappelleront qu'ils ont libéré quelques activités comme le transport aérien : les économistes savent que le transport aérien ou d'autres n'avaient pas du tout besoin de l'eurocratie pour être libérés.

Mais, parallèlement et en même temps, l'Europe a inondé le continent d'un ouragan de réglementations diverses et variées sous la forme de directives : légiférer à tout va est la marque du socialisme et génère la ruine. Il y a 27 commissaires à la tête de l'Europe et chacun de ces commissaires pour montrer qu'il existe fabrique des directives à longueur d'année. Leur richesse incommensurable implique justement que pour la justifier ils montrent de l'activité par cette inondation de directives.

Il est facile de citer certains exemples récents. D'abord, les ascenseurs : en obligeant tous les ascenseurs sur tout le continent à s'adapter à des normes fixées artificiellement, la commission a jeté le désordre dans toute une industrie et à pesé lourdement sur le coût du logement de tous les Européens. Ensuite, les ampoules : la commission, là aussi, s'est introduite cruellement dans nos choix personnels concernant les ampoules. Pourquoi ne pas évoquer également des intrusions abusives dans la coloration des vins et des milliers d'autres interventions et réglementations ?

La fausse idéologie de l'égalité a aussi joué un rôle majeur dans la destruction d'argent réalisée par l'Europe. L'argent enlevé par la force aux citoyens de tous les pays est régulièrement transféré d'une façon tout à fait arbitraire vers d'autres pays. Ces pays receveurs n'en retirent, contrairement à leurs espoirs, aucun avantage réel puisqu'en fait cela les conforte dans un état d'assisté ; en outre, les avantages mineurs obtenus seront annulés largement par les aides accordées à d'autres.

Ajoutons encore les destructions d'argent par des fraudes généralisées ; peu de gens savent que la Cour des Comptes européenne refuse depuis plusieurs exercices de certifier les comptes de la CEE. Celle-ci vit donc sur des comptes pourris !

Tous ces actions d'essence socialiste génèrent en plus une insécurité juridique totale dans toute l'Europe avec la cour de justice en embuscade dont l'effet est que plus personne en Europe n'est certain du droit : or la sécurité des transactions fait partie intégrante de la richesse.

Enfin, pour faire bonne mesure rappelons la richesse incomparable des eurocrates que nous évoquons à l'instant. La richesse des commissaires est bien connue, jusqu'aux parachutes dorés sur tranche qui leur sont accordés d'une façon tout à fait scandaleuse à partir du moment où ils quitteront leurs fonctions. N'oublions pas non plus les salaires incroyables des fonctionnaires de l'Europe avec leurs mirifiques retraites. L'effet de ruine venant de cette richesse va s'accroître d'une façon démentielle : le nouveau Président va inévitablement créer sa propre structure pour faire concurrence à celle de Barroso !

Il est probable que si des économistes indépendants voulaient, malgré les grandes difficultés, chiffrer l'effet sur le PIB européen de toutes ces actions ils arriveraient à deux ou trois pour cent de richesse détruite chaque année par la commission européenne. En plus, cette calamité dure depuis des années. Si un calcul légitime d'intérêts composés était appliqué, la richesse détruite

serait massive : un principe de l'économie est que la richesse détruite ne se retrouve jamais.

Ayant pu observer les effets destructifs sur le plan de l'économie de l'action de l'Europe, nous pouvons passer à un autre sujet : la démocratie. Chacun constate que les eurocrates proclament à tous les vents que l'Europe est démocratique, alors que c'est manifestement tout le contraire.

La constitution a été pratiquement mise en œuvre sur la base de divers mensonges imaginés pour recueillir le vote des Irlandais que l'on a fait revoter d'une façon abusive. Connaissant l'hostilité majoritaire de la plupart des peuples européens à cette constitution, les gouvernements ont refusé de les consulter.

Le parlement européen n'a pratiquement aucun pouvoir. Il se glorifie d'entendre avant leur nomination les 27 commissaires européens ; c'est une comédie coûteuse et ridicule puisqu'ils n'ont que le droit de refuser la totalité de la commission et pas du tout de refuser l'un d'entre eux isolément.

A observer le fonctionnement quotidien de ce parlement, il est facile de constater qu'il n'est pas du tout démocratique ; les votes se font à main levée, sans comptage et « au jugé » par le président de séance ; en Corée du Nord, on ne fait pas mieux. En outre, les questions sont si complexes que les députés européens votent dans le sens que leur indique leur président de groupe : autant dire qu'ils formulent des votes qu'ils ne comprennent pas.

Quant au pouvoir réel, il est exercé par de hauts fonctionnaires non élus, les gouvernements se contentant de quelques arbitrages.

Pour compléter, il faut ajouter qu'à Bruxelles et il y a 3000 firmes de lobbyisme, ce qui veut dire peut-être 15 000 personnes occupées pratiquement à corrompre la commission ou les fonctionnaires.

Au point où nous en sommes, il apparaît ainsi qu'à la dictature par la fabrication indéfinie des textes s'ajoute la dictature par les institutions.

Que fait l'Europe de ce pouvoir dictatorial qui n'est qu'un reflet du pouvoir dictatorial des grandes institutions mondialistes ?

La CEE, en fait, s'attache à détruire l'Europe dans ses fondements historiques les plus respectables. Elle détruit ses racines chrétiennes pour introduire à l'intérieur de l'Europe une religion qui l'a combattu depuis des siècles jusqu'à ce que des batailles mémorables l'en écartent. Elle vise à remplacer les populations européennes par une population étrangère, la population turque principalement mais aussi bien d'autres.

Elle va jusqu'à détruire la population européenne par la promotion de l'extermination des petits à naître et par la destruction de la famille.

Devant ce tableau peu réjouissant, il serait facile d'être découragé surtout par l'idée que la constitution européenne est entrée dans les faits et qu'il sera difficile de s'en libérer.

Se décourager, pourtant, ne semble pas de raison. Le ridicule et l'inefficacité probable de l'organisation actuelle, qui est énoncée au début de ce flash, montre que dans la réalité il y aura une foule de moyens de briser la dictature.

Évidemment, pour cela, il faut qu'un pouvoir Libérateur arrive en France. Nous sommes sûrs qu'un jour il arrivera, éventuellement dans les difficultés, et qu'alors il aura réellement des moyens de nous libérer de la dictature européenne.

Ce sera d'autant plus nécessaire qu'il serait impossible de libérer la France des ses propres démons si elle persistait à dépendre étroitement de l'Europe.

Michel de Poncins

REMARQUE

Les Flashs peuvent aussi être consultés

sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

CITATION

BASTIAT

Comme eux, tu es plus que prince, tu es législateur ; et sais-tu ce que c'est qu'un législateur? Celui qui ose entreprendre d'instituer un peuple doit se sentir en état de changer, pour ainsi dire, la nature humaine - de transformer chaque individu en partie d'un plus grand tout, dont cet individu reçoive, en quelque sorte, sa vie et son être. Il faut, en un mot, qu'il ôte à l'homme ses propres forces pour lui en donner d'autres qui lui soient étrangères, et dont il ne puisse faire usage sans le secours d'autrui.

REVUE DE PRESSE

FRANCE- SOIR

Ce journal qui faisait la fierté de Lazareff et avait connu des tirages de plusieurs centaines de milliers d'exemplaires roule d'enfer en enfer et les déficits s'accumulent. Son tirage est tombé dans les 40 000. L'excellente revue, Lectures Françaises (BP 1 86190 Chiré en Montreuil) toujours bien renseignée, nous apprend qu'il a été racheté par Alexandre Poutgatchev, oligarque très proche de Poutine et qui a trouvé avec Poutine des arrangements fiscaux. Il est évident que ce n'est pas au nom d'une rentabilité rapide que ce Monsieur s'intéresse à un journal en déroute. C'est très probablement pour refléter les vues du Kremlin sur des sujets importants.

Il suffira pour les Russes d'avoir à bon compte quelques journaux dans des grands pays occidentaux pour manipuler les opinions publiques et les gouvernements occidentaux.

La seule réussite véritable des communistes a toujours été dans l'action psychologique sur l'opinion mondiale et dans celle de la police secrète !

Dans un numéro récent du journal, nous avons remarqué une place très importante avec photos donnée aux déboires de l'Eglise Irlandaise devant les scandales terribles que l'on connaît ; la place est si disproportionnée que cela ressemble à un acharnement. C'est, peut-être, le début de la propagande poutinesque par le truchement du journal !

LE MYSTERE OBAMA

Guillaume de Thieulloy, le dynamique directeur des Quatre Vérités nous confirme qu'il y a véritablement un mystère OBAMA. Être contre lui, ou ne pas voir en lui le Messie, ou être simplement tiède dans son adhésion, c'est qualifié de racisme !

Avec des méthodes de censure, il est possible de découvrir avec ahurissement que les notes du président au collège, ou à l'université, sont « secret défense ». Personne n'y a accès : pas davantage qu'aux textes de ses mémoires universitaires (pourtant normalement publics mais que les universités concernées ont opportunément perdu) ou à son certificat de naissance ce qui fait qu'aujourd'hui encore, un doute subsiste sur le fait que le président des États-Unis soit citoyen américain !

BREVES ET LONGUES

CHARITE BUSINESS

D'étranges nouvelles nous parviennent par le presse sur les pratiques bizarres des organisations charitables.

Des sociétés spécialisées embauchent des salariés en C. D. I. pour réaliser les collectes de fonds. Ces salariés sont formés dans les organismes ad hoc pour pratiquer dans la rue des méthodes très agressives pour collecter les fonds. Elles commencent, en général, pas vous proposer de signer une simple pétition qui paraît tout à fait honorable et ensuite c'est bien sûr pour passer à l'action.

Ils visent en général des personnes seules et de préférence des dames.

Bien entendu, le coût est important mais si la victime est fidèle ensuite dans ses dons le coût initial considéré comme un investissement se rattrape rapidement.

La surprise est que des associations considérées comme parfaitement honorables et que nous ne citeront pas se livrent à ces pratiques.

DUBAI EN FAILLITE

Ce n'est certes pas bien de se réjouir du malheur des autres. Mais la force d'expansion de l'islam grâce au pétrole est telle que les difficultés connues l'émirat de Dubaï peuvent être considérées comme une bonne nouvelle pour l'occident chrétien.

Malheureusement nous savons que les monarchies du golfe sont prêtes à courir au secours de l'imprudent. Mais finalement les problèmes financiers de l'Emirat ne sont-ils pas l'image d'autres problèmes financiers dissimulés dans des comptes compliqués de ces monarchies.

Attendons calmement la suite.

LA CULTURE

Nous avons un ministre de la culture dont nous connaissons tous les détails de la « mauvaise vie ». Il doit très mal faire son travail car il existe un conseil de la création artistique qui a été créé le 2 février et qui vient de se réunir pour la première fois. Chacun peut admirer l'extraordinaire lenteur de l'État ; dans le cas particulier, comme ce comité fait le mal cela nous protège quelque peu...

Nous allons lire l'objectif de ce nouveau machin qui vaut la peine d'être connu : « promouvoir la transversalité artistique et culturelle, afin de repérer le talent créatif des

jeunes et de les aider à s'appropriier des lieux historiques comme les gares, les usines, les châteaux et les monuments afin qu'ils les utilisent à des fins inventives. Faire de Paris la capitale mondiale de l'art afin de mettre en lumière les atouts de Paris et créer un réseau entre les établissements culturels autour de la tour Eiffel »

Bien entendu le tout s'organise autour de la vraie calamité de l'art contemporain. Quant au ministre de la culture et si ce comité se met vraiment au travail, il aura du temps pour faire du tourisme en Thaïlande !

DOCUMENTS

Nous publions les documents tels que nous les recevons. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

RECHHAUFFEMENT

LA HIERARCHISATION DES DANGERS.

CLIMATE GATE communiqué par guillaumat

[Climategate: pourquoi les médias français gardent le silence](#)

Régis Soubrouillard, *Marianne*, 3 Décembre 2009

Depuis plusieurs semaines, les journaux anglo-saxons font leurs choux-gras du « climategate » : des soupçons de manœuvres dans les milieux scientifiques pour balayer les arguments des climato-sceptiques. Cette affaire a été largement ignorée en Grande-Bretagne.

A la manière du nuage de Tchernobyl, le scandale du Climategate s'est arrêté aux frontières de l'hexagone. Climategate, kézako ? Il y a plusieurs mois des hackers ont récupéré des milliers de données, mails, dix ans de conversations entre scientifiques récupérées dans les ordinateurs d'un centre de recherche anglais. Aux Grande-Bretagne, et en Angleterre, l'affaire a fait l'effet d'une bombe. Certains mails laissent, en effet, supposer que des scientifiques se seraient entendus pour ne pas diffuser certaines informations qui allaient à l'encontre des thèses du réchauffement climatique.

De nombreux journaux anglo-saxons qu'on qualifierait dans nos contrées « de référence » ou à tout le moins de « sérieux » consacrent quelques pages au Climategate, s'interrogeant au moins sur la transparence des milieux scientifiques. [Le site Arrêt sur Images a recensé ces titres qui en ont fait leurs choux gras](#), posant la question de la transparence des milieux scientifiques, autorisant parfois un débat entre réchauffistes et climato-sceptiques.

Le *New-York Times* y est revenu plusieurs fois, présentant l'affaire et donnant la parole aux critiques. Le *Washington Times* qui évoque « un réseau de fausse science dévoilé », le *Daily Telegraph* y a consacré tout un dossier, la BBC en a parlé. [Même le très sérieux Guardian y a consacré plusieurs articles](#). Enfin, au Danemark et en Finlande, le Climategate a également retenu l'attention des médias « traditionnels ». Une somme de relais médiatiques qui ne constitue pas pour autant une vérité scientifique, c'est sûr. Mais reflète le trouble qui domine sur un sujet qui a viré à la guerre idéologique – et Orwell a montré dans *1984* les dégâts causés par l'intrusion de l'idéologie dans la détermination de la vérité.

Un débat qui bruisse sur la blogosphère mais pas dans *Le Monde*

En Grande-Bretagne, le débat reste figé. Gelé, même. Les Arthus-Bertrand, Hulot et autres Al Gore, VRP médiatiques du catastrophisme climatique nous l'ont rabâché : « *tous les experts sont d'accord* ». Circulez, y'a rien à voir. L'affaire a fait pschitt avant même que d'avoir pu être évoquée. Comme si la recherche de la vérité pouvait se passer du doute. A l'ouverture du sommet de Copenhague, aucune tête ne doit dépasser. *Greenwashés* comme jamais, tout de vert vêtus, les médias ont déjà prévu leurs dossiers spéciaux : [Laurence Ferrari, vêtue d'une grosse capuche contre le froid, envoyée filmer des ours sur la banquise](#). TF1 a choisi d'aider cette noble cause en diffusant un indice CO2 mensuel, sorte de CAC 40 de la *pollution* atmosphérique. La planète est à l'agonie et la banquise fond à vue d'œil. Il faut du vert, rien que du vert. Partout. Daniel Cohn-Bendit a été promu rédacteur en chef du *Nouvel Obs*. Comme si mettre le vieux Dany à la Une faisait repousser les glaciers.

Le Monde a lui aussi très vite évacué le sujet, ouvrant largement ses pages aux très modérés pourfendeurs des « *négateurs du réchauffement* », balayant la question d'un trait de plume. Avec un argument de poids : le Climategate est un scandale qui bruisse sur la *blogosphère*. Rien que de très classique. Le blogueur est par nature, ignorant, malhonnête et manipulateur. [Journaliste au service Planète du quotidien de référence, Stéphane Foucart écrit ainsi que](#)

« *Des milliers de sites Web, de blogs, de forums assurent, preuves à l'appui, que toute la science climatique est fondée sur une gigantesque manipulation, organisée à l'échelle de la planète depuis plus d'une décennie* ». [en fait, depuis une vingtaine d'année, sous la houlette des escrocs habituels du socialisme mondial]

Un argument d'autant plus fallacieux que si le Climategate ne bruisse que sur la blogosphère, c'est bien parce que le « *quotidien de référence* » n'a jamais favorisé l'émergence d'un débat serein et dépassionné et encore moins une parole contradictoire. Fût-elle moins « savante », elle n'en reste pas moins audible. Alors qu'on l'a vu aux Grande-Bretagne, le débat a largement dépassé le seul champ de la

blogosphère.
CQFD.

Une commission d'enquête et la suspension du directeur du CRU

Poursuivant sa démonstration, Stéphane Foucart explique « *qu'une seule phrase pourrait accréditer une manipulation de données* » : celle où [le directeur du Climate Research Unit, Phil Jones](#) use du terme « *astuce* » pour « *masquer le déclin des températures* ». Le reste ne relève que de « *bricolages, conflits d'ego, tribalisme* », comme il en existe tout autant dans le camp d'en face. Dont acte. Au passage, notons que l'agence Reuters avait relevé au moins une deuxième phrase gênante : « *Le fait est qu'on ne peut rien dire [en fait : « pas rendre compte »] de l'absence de réchauffement pour le moment [en fait : « actuelle »] et c'est déplorable [en fait : « ridicule »]* », écrivait Kevin Trenberth, climatologue au Centre national de recherches atmosphériques.

Une information ignorée par Stéphane Foucart, qui préfère décentrer le débat en concluant sur la *vraie* question fondamentale posée, selon lui, par le Climategate : « *la confidentialité de certaines données* » [les données brutes, celles qui ont disparu, par exemple ?].

Admirable exercice de diversion pour évacuer une question à ce point anodine que Phil Jones, [le directeur du CRU, a décidé de se suspendre de ses fonctions à l'université d'East Anglia](#), le temps de permettre à une commission indépendante de faire la lumière sur cette affaire. Un blizzard dans un verre d'eau glacée qui entraîne la mise en retrait –*provisoire*– du directeur d'un des plus grands centres de recherche sur le climat et la mise en place d'une commission d'enquête indépendante aurait peut-être mérité un traitement au moins plus équilibré, histoire de calmer les esprits de part et d'autre.

Plutôt que de balayer d'un revers de main *expert*, commode et méprisant, un débat censément manipulé par une « webosphère » ignorante et complotiste.

Grande-Bretagne

LU DANS THE SUN

Grande-Bretagne : Les ministres n'ont plus le droit d'appeler un islamiste un " islamiste "

La Grande-Bretagne revisite Orwell, version « Le djihad, c'est la paix. La liberté, c'est l'islamiquement correct. La soumission, c'est la force ».

Il n'est plus permis aux ministres d'utiliser des mots comme islamiste et fondamentaliste de peur

qu'ils ne heurtent les sentiments des musulmans.

Un guide lexical de 8 pages dresse la liste des mots qu'ils ne doivent pas utiliser lorsqu'ils doivent parler de terrorisme en public, et donne des alternatives politiquement correctes.

Ils ne doivent pas faire référence à l'extrémisme musulman, car cela fait un lien entre islam et violence. Ils sont incités à parler de terrorisme et d'extrémisme violent à la place.

Fondamentaliste et djihadiste sont également interdits, car ils établissent un « lien explicite » entre musulmans et terrorisme.

Les ministres doivent employer les mots criminels, meurtriers ou voyous à la place. Le mot radicalisation doit être remplacé par lavage de cerveau, et il faut éviter de parler de musulmans modérés ou radicaux, car cela « divise la communauté ».

Le guide, publié par la mystérieuse unité de recherche, information et communication du ministère de l'Intérieur, conseille aux ministres « d'éviter de laisser entendre que certaines communautés sont à blâmer » pour le terrorisme. Il indique également que 2 000 individus sont engagés dans des complots terroristes.

Selon Paul Richards, « à moins de pouvoir décrire ce contre quoi vous vous battez, vous n'arriverez jamais à le vaincre. »

Un conseiller spécial de l'ancienne secrétaire d'Etat aux communautés, Hazel Blears, a qualifié ce guide de « stupide ». Selon Paul Richards, « à moins de pouvoir décrire ce contre quoi vous vous battez, vous n'arriverez jamais à le vaincre. Les ministres ont besoin de mener le débat relatif à l'extrémisme musulman, et ils ne peuvent pas le faire s'ils ont une main attachée dans le dos ».

Selon le ministère de l'Intérieur, « il s'agit d'employer des mots appropriés pour avoir un impact anti-terroriste. Il serait absurde de faire autre chose ».
